



Union Départementale des syndicats Force Ouvrière de Côte d'Or

2, rue Romain Rolland – 21000 DIJON

Les organisations syndicales et associations de retraités de Côte d'Or – **CGT, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, FO, FSU et LSR** rappellent, avec fermeté, aux pouvoirs publics quelques éléments d'insatisfactions et revendicatifs suivants et pour lesquels elles ont appelé les retraité(e)s à agir le 30 mars 2017.

- L'augmentation et la revalorisation immédiate des pensions. La question du pouvoir d'achat devient un lourd handicap pour les plus défavorisés d'entre-nous. Il limite les accès aux soins (Mutuelle; Service à la personne ainsi que toutes les conditions qui permettent de vivre dignement et conserver son autonomie ; etc...) Cette situation augmente les inégalités dans tous les domaines de la vie ainsi qu'une sélection dans l'accès à divers soins et services.
- Des inquiétudes fortes sur l'avenir de la Sécurité Sociale et de son financement, sur son affaiblissement ; sur sa place et son niveau d'intervention dans le système de santé ainsi que sur les remboursements des soins. La dérive de son financement à partir des richesses créées (cotisations patronales et salariales) vers une fiscalisation de plus en plus importante (TVA, CSG ...) ne présage pas d'un futur à la hauteur de la satisfaction des besoins de notre population et de celle de l'ensemble des assurés.
- La désertification des Services Publics proches des lieux de vie se poursuit. Les déserts médicaux gagnent du terrain et les réponses qui y sont apportées ne sont pas celles construites à partir d'une logique de service public mais de structures privées les unes à côté des autres. Ajoutons la baisse des moyens financiers destinés au bon fonctionnement des hôpitaux publics dont nous avons pu déjà mesurer les impacts lors de la dernière période de grippe.
- Les mesures fiscales de la dernière décennie pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des retraité(e)s. Il convient de les abroger.
- Une réelle prise en compte de la perte d'autonomie. Rappelons que ce sont les retraité(e)s qui la financent par l'intermédiaire de la CASA ! L'organisation du secteur de l'aide à domicile est aussi vecteur d'inégalités en fonction des revenus des bénéficiaires et le reste à charge est souvent important. Ajoutons aussi la situation des personnels qui ne sont pas toujours en situation de réaliser les prestations avec des conditions de travail inacceptables dans la plupart des cas.
- Nous revendiquons que la place des retraité(e)s dans la société soit reconnue à sa juste valeur. Elle ne peut pas se concevoir que sous l'angle du coût ou de la charge pour la société et veulent être traités et vivre comme les autres générations. C'est d'abord et aussi un atout économique.

Un fait existe : le temps de vie à la retraite se passe mal quand les moyens financiers sont insuffisants. Le nombre de retraité(e)s concerné(e)s par ce constat, sont de plus en plus nombreux. C'est bien le résultat de choix politiques, d'une politique qui prend appui sur des mesures d'austérité. De plus en plus de seniors font appel aux associations caritatives pour satisfaire des besoins fondamentaux. Cette situation, si elle perdure, aura des conséquences néfastes sur la perte d'autonomie.

Tout est volonté politique. Qu'est ce que la société est prête à mettre comme moyens pour répondre aux besoins des aîné(e)s. C'est la raison d'être de cette journée de mobilisation.